

# Penser la guerre. Le débat politique dans les réseaux numériques

Adrian Mihalache

► To cite this version:

Adrian Mihalache. Penser la guerre. Le débat politique dans les réseaux numériques. X° Colloque bilatéral franco-roumain, CIFSIC Université de Bucarest, 28 juin – 3 juillet 2003, Oct 2003, 2003. <sic\_00000721>

HAL Id: sic\_00000721

[https://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic\\_00000721](https://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00000721)

Submitted on 15 Oct 2003

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## PENSER LA GUERRE ou *Comment peut-on être anti-américain*

Adrian Mihalache, Université Polytechnique de Bucarest

Dans les jugements nuancés, la négation de la négation ne vaudrait pas une affirmation. Être anti-américain ne signifie pas nécessairement être pro-américain, de même que désapprouver l'antisémitisme ne vous transforme pas nécessairement en un philosémite. Je me propose donc de jeter un regard détaché sur le débat qui agite les esprits au sujet de la guerre "anti-terroriste", que les américains et les britanniques mènent en Irak, sans aucun mandat de la part de l'OTAN ou bien de l'ONU. Le but de cette analyse est de montrer comment on peut envisager la situation du point de vue des valeurs que nous partageons, dont la raison en est la clef de voûte.

Des raisons personnelles rendent mon approche difficile. La plupart de mes amis, dont l'opinion compte pour moi, s'opposent à la guerre et, plus généralement, à la politique étrangère des Etats-Unis. Mes amis roumains se montrent d'une suprême indifférence, qui frise, chez les politiques, l'inconscience même. On est l'allié des américano-britanniques, sans se considérer, pour autant, en état de belligérance. On participe à la guerre, en accueillant les troupes dans les bases militaires de Roumanie, en envoyant des bataillons auxiliaires, on approuve la guerre du bout des lèvres, car on l'espère profitable, mais on échange des clins d'œil et des sourires de connivence chaque fois que les alliés rencontrent des difficultés sur le terrain. On se souvient que, pendant qu'on faisait la guerre du côté des allemands, on écoutait avidement Radio Londres et on fêtait en privé les victoires des alliés qu'on y annonçait, comme si elles n'avaient pas signifié pour nous, à parler proprement, autant de défaites. De plus, la conscience d'être un pays militairement faible nous fait éprouver une sorte de sympathie envers "l'agneau" de la fable et on cite souvent, en ricanant, le fameux vers "la raison du plus fort est toujours la meilleure". La stratégie militaire employée par les irakiens ressemble à celle de nos princes du Moyen-Age. Les exploits isolés des irakiens, leurs succès sans conséquence ressemblent un peu aux ruses que Fanfan la Tulipe (Gérard Philippe) devisait dans le film de Christian Jaque sur les guerres de Louis XV et on a la tendance de les regarder avec la même satisfaction.

Mais amis français, eux, qu'ils soient de droite ou de gauche, refusent toute ambiguïté et adoptent la même attitude claire et distante. Leur raisonnement est basé sur la logique et la légalité et leurs sentiments sur l'humanisme et la compassion. Quant à mes amis américains, la plupart des universitaires et des artistes, ils sont ouvertement contre la politique qu'ils qualifient d'insensée d'une administration bêtement belliqueuse et d'un président qui a réussi à unir, dans sa personne, deux traits qui sont, d'habitude, opposés: la simplicité d'esprit et le manque d'assurance.

La faille politique entre les puissances de ce monde au sujet de cette guerre fait resurgir des thèmes intellectuels qu'on venait de considérer surannés: la redéfinition de "l'Europe" en tant que concept culturel, par rapport à l'altérité du Nouveau Monde; la distinction entre culture et civilisation, la redéfinition du clivage gauche-droite dans le contexte de la globalisation, la signification actuelle des valeurs sous-jacentes au principes du droit international.

Parlons légitimité d'abord.

Cette guerre est décidément illégitime du point de vue des principes du droit international. La Charte de l'ONU met en vedette le principe de la souveraineté nationale. Conformément à ce principe, il n'est pas légitime de mener une guerre contre un état souverain, sauf dans les conditions suivantes:

- *L'état en cause a lui-même envahi un autre pays.* C'est bien le cas d'Irak en 1991, qui a déclenché la première guerre du Golfe. Ceci dit, c'est aussi le cas d'Israël pendant la guerre de six jours de 1967. Aucune résolution de l'ONU contre Israël n'a pas été suivie de sanctions. L'URSS a envahi l'Hongrie en 1956 et la Tchécoslovaquie en 1968, sans qu'il y eût des retorsions de la part de la communauté internationale.
- *L'état en cause viole visiblement les droits de l'homme de ces citoyens.* C'est le cas de l'ancienne Yougoslavie, où l'intervention humanitaire a été gérée par l'OTAN, utilisant surtout des forces américaines. On peut objecter qu'il y a bien d'autres pays, tels le Cuba, plusieurs pays d'Afrique, la Corée du Nord etc., qui s'en fichent pas mal de ces droits. On peut naturellement suspecter que la priorité des interventions est

gouvernée par d'autres raisons que la gravité des injonctions aux droit des citoyens.

- *L'état visé constitue un danger pour la paix mondiale, par ces préparations à la guerre, la détention d'armement dangereux etc.*

Le gouvernement des Etats-Unis compte sur le dernier cas, auquel il ajoute l'argument de la complicité de l'Irak avec le groupement terroriste Al Qaeda. Le terrorisme international est un fait nouveau, que la Charte des Nations-Unies ne pouvait pas prévoir à l'époque de sa rédaction. Quant à la politique potentiellement agressive de Saddam, les preuves apportées par les américains n'ont réussi à convaincre qui que ce soit. De plus, une fois la guerre finie et l'occupation de l'Irak un fait accompli, il paraît qu'on a de la peine à dénicher les terribles armes cachées. On peut donc conclure que, du point de vue de la légalité internationale, la guerre est pire qu'un crime, elle est une erreur. Ce sont exactement les mots que Napoléon a prononcés, il y a deux cent ans. Faisant fi du droit international, en 1804, il a envoyé ses soldats au duché de Bade, pour enlever le duc d'Enghien, de la famille Condé, qu'il a fait tout de suite assassiner "sans autre forme de procès".

On peut quand-même envisager la situation d'un autre point de vue. Armé ou non, le régime de Saddam n'était pas nullement convenable. Ce n'est pas son pétrole que les américains convoitaient, car ils l'eussent obtenu facilement par des moyens moins coûteux. Tout le monde sait que le souci de légalité a amené Bush-père à arrêter, en 1992, ses troupes aux frontières de l'Irak, suggérant en même temps au peuple irakien de se soulever contre le dictateur. Le résultat en a été déplorable: les chiites et les kurdes ont été massacrés par les troupes saddamistes, en comptant vainement sur l'aide américaines. La persuasion ne vaut rien et les possibilités des peuples soumis à des régimes autoritaires de s'en délivrer, pacifiquement ou non, sont très réduites. Souvenons-nous de la révolution de Budapest de 1956. Le mythe de la souveraineté doit céder face aux nouvelles circonstances politiques. Le droit à l'ingérence ne doit pas s'exercer seulement dans des situations extrêmes, tel le génocide d'une part de la population, mais aussi chaque fois que les valeurs de la civilisation sont mises en danger. On ne peut que saluer le point de vue visionnaire de Michel Debré et Emmanuel Monick de 1945, avant que le nouvel ordre international soit établi: "Nous croyons que chaque nation jouit de sa pleine

indépendance, que son pouvoir est sans contrôle, ses droit sans restriction. Nous appelons cela la souveraineté des nations. Depuis cent cinquante ans c'est un dogme. Mais depuis cinquante ans c'est une erreur" (Jacquier-Bivèse, *Demain la paix*. Plon, 1945, p. 2. Cité en *Commentaire*, 100, Hiver 2002-2003, p. 789). Richard Perle à raison de répondre aux critiques 'légalistes" de Chris Patten, le commissaire pour affaires étrangères au Conseil de l'Europe que plaider pour la souveraineté nationale semble incongru de la part d'un représentant de l'Europe unie. Il est vrai que imposer des valeurs démocratiques aux gens qui ne les partagent pas relève d'une nouvelle forme de colonialisme. En ce sens, ce sont les américains qui suivent les britanniques de manière symbolique, car ce sont ces derniers qui ont assumé depuis longtemps "le fardeau de l'homme blanc", censé d'apporter la civilisation aux "sauvages". Mais, enfin, pourquoi pas? Une fois le protectorat américain bien établi en Irak, on aura mis en place un centre de stabilité régionale qui, "les faucons de la guerre" l'affirment, ne tardera pas à apaiser tout le Proche-Orient, le conflit israélo-palestinien y compris. Toutefois, on pourrait se demander si on doit faire la guerre pour la démocratie, tout en défiant les règles démocratiques qui font fonctionner les organismes internationaux. A cela on peut répondre que les pratiques démocratiques dépend de la définition des agents qui forme la collectivité. L'OTAN et l'ONU définissent comme unité démocratiques les pays souverains qui les composent, sans prendre en compte ni leur force, ni leur niveau culturel, ni leur attachement aux principes démocratiques. Si le nouvel ordre international ne peut plus être fondé sur la souveraineté nationale, il faut inventer une nouvelle façon de définir les agents qui participent aux débats et aux décisions. D'autres types de communautés sont envisageables, des groupes qui partagent des valeurs qu'on ne devrait pas, au nom du relativisme, s'abstenir de qualifier comme "supérieures".

Deuxième point: le divorce transatlantique.

Lors de leur fondation, les Etats-Unis ont représenté la mise-en-place des principes les plus éclairés du temps: l'utopie des Lumières et le rêve des encyclopédistes semblaient s'accomplir. De l'autre côté de l'Atlantique, les guerres napoléoniennes ont eu comme effet le rayonnement de ces même principes à travers l'Europe. L'Europe unie est un concept que Napoléon envisagea le premier, hélas, non pas pendant son séjour aux Tuileries, mais à Sainte Hélène. La communauté européenne, telle qu'elle est

aujourd'hui, représente, en grande partie, l'accomplissement d'un projet français qui remonte à Charlemagne et, à travers Louis XIV, Napoléon, Robert Schumann et François Mitterrand n'a pas cessé d'être poursuivi, tout en s'améliorant continuellement. Maintenant, L'Europe "ancienne" semble bien plus éclairée, plus "luministe" que le Nouveau Monde. Cela vient des approches différentes en ce qui concerne le rôle de la morale et de la religion dans la vie économique, culturelle et politique.

Sebastian Rotella (Los Angeles Times, 18 Février 2003) recourt à une métaphore cinématographique pour évoquer l'amitié entre les américains altruistes et les européens démocrates: la poignée de main échangée, dans le final de "Casablanca", entre l'américain Rick (Humphrey Bogart) et "l'européen" Victor Laszlo (Paul Henreid) marque "le commencement d'une belle amitié" qui triomphe de la rivalité amoureuse, c'est-à-dire de la différence culturelle. Les traces des frustrations ne se sont pas effacées pour autant: le premier n'allait pas oublier qu'il a sacrifié son amour (Ingrid Bergman), le second n'allait jamais pardonner le fait qu'on l'avait aidé. Analysant deux livres importants, publiés à Paris en 2002 - "L'obsession anti-américaine" de François Revel et "La généalogie de l'anti-américanisme français" de Philippe Roger, Walter Russell Mead en tire des conclusions intéressantes. L'anti-américanisme français est, d'après lui, le fils naturel des sentiments anti-britanniques. L'aide accordé par la France aux colonies américaines pendant la Guerre de l'Indépendance visait, sous l'emballage d'un discours idéologique imprégné des valeurs luministes et maçonniques, la diminution du pouvoir de "l'Albion, la perfide". Par la suite, les Etats-Unis ne lui ont pas rendu la pareille, préférant s'allier aux britanniques l'Angleterre contre la France révolutionnaire. La guerre anglo-américaine de 1812-1814, en dépit de ses excès, n'a pas réussi à effacer la profonde affinité entre les deux pays. Talleyrand disait mélancoliquement que "En Amérique, tout anglais est chez soi, tout français y est un étranger". La doctrine Monroe a aligné les Etats-Unis à la Grande Bretagne dans la décision d'éloigner les puissances européennes du Nouveau Monde. La guerre de 1898 des Etats-Unis contre l'Espagne, conclu par l'indépendance de Cuba, a été perçue comme le commencement d'une guerre américano-européenne, qui allait élargir la doctrine Monroe aux territoires africaines et asiatiques, où les français possédaient des colonies. L'intervention salutaire des Etats-Unis pendant la Première Guerre a été jugé tardive par les français et l'attitude pondérée

de Woodrow Wilson lors de la Conférence de Paix a été perçue comme injuste. Après la Seconde Guerre, la France a tenu bon face aux prétensions américaines à la hégémonie. Elle a réussi à refaire à la fois son image symbolique et son potentiel économique. W. R. Mead se trompe en affirmant que les européens auraient préféré une forme plus amadouée de capitalisme: “La compétition que les américains et les britanniques ont imposée aux autres européens est ressentie comme un fardeau, ceux-ci, qui eussent préféré un changement moins rapide, ayant été obligé à de changements radicaux”. On oublie souvent que le développement économique spectaculaire de “l’ancienne Europe” est dû en grande partie au fait que l’effort de défense militaire a été assumé par les américains. L’installation des raquettes Pershing en Europe, du temps de Reagan, a été vue avec hostilité par les “masses”, mais a été acceptée de justesse par les facteurs politiques, socialistes y compris.

A part les données historiques et économiques, Mead prend en compte, suivant Revel et Roger, des aspects idéologiques des plus intéressants. Revel reproche aux européens la suffisance dont ils affirment leur supériorité culturelle par rapport aux américains, refusant de prendre en compte leur dynamisme et leur admirable créativité. Prêt à donner le change à la gauche dont la voix stridente s’est fait trop longuement entendre, il prétend que l’antiaméricanisme n’est rien d’autre que l’expression du désarroi de la gauche, que la victoire des américains dans la guerre froide a laissée en “faillite idéologique”, avec les idéaux en lambeaux et l’audience réduite à zéro. Plus fin, Roger montre que la gauche et la droite ont, chacune à son tour, trouvé dans l’antiaméricanisme un élément de cohésion: elles s’opposent ensemble aux “capitalisme absolu”, incarné par la société américaine. Suivant ses pas, Jamie Dettmer (INSIGHT, 18 Février 2003) affirme que “de Jean Marie Le Pen à Lionel Jospin, l’antiaméricanisme est utilisable par tout un chacun: le premier y recourt pour stimuler la ferveur antisémite, le second pour s’attirer les sympathies des immigrés de l’Afrique du Nord”. Charles Maurras, le fondateur de la revue royaliste et intégriste *L’Action Française*, a condamné l’américanisme comme l’idéologie des forces impersonnelles du marché, indifférente aux valeurs de l’humanisme. C’est lui qui a été le premier à lier antiaméricanisme et antisémitisme. Les Etats-Unis, terre d’accueil des immigrés sans racines et foyer du capital immoral, était, pour les antisémites, le lieu idéal du cosmopolitisme athée.

Maurras prétendait que les juifs germanophiles ont contribué à delayer l'intervention américaine pendant la Première Guerre. Plus tard, les juifs germanophobes groupés autour de Roosevelt ont influencé celui-ci de prendre position contre le régime de Vichy. La répétition obstinée de l'affirmation que les juifs détiendraient le pouvoir financier aux Etats-Unis „a amené toute une génération à prendre l'Oncle Sam pour l'Oncle Shylock”.

Paradoxalement, les antiaméricains antisémites tendent la main aux antiaméricains anticléricaux. Sebastian Rotella croit que le rôle différent que joue la religion dans la vie sociale est une des origines du clivage transatlantique. Citant François Heisbourg, le directeur d'un groupe de réflexion parisien, *Fondation pour la recherche stratégique*, il soutient que ce ne sont pas le désaccord sur la guerre, la peine de mort ou la législation des armes-à-feu qui représentent des enjeux essentiels, mais la permanente référence biblique en politique, la division rigide du monde en termes de Bien et de Mal. „Nous avons à faire avec, d'une part, une société en grande partie religieuse (l'américaine) et, d'autre part, à de sociétés laïques (les européennes), qui favorisent d'autres références”. La religion tend plutôt à diviser L'Amérique et l'Europe, malgré le fait qu'il s'agit de la même. L'Europe est laïcisée même au Sud, où l'influence du catholicisme, en ce qui concerne le mariage, le divorce, l'avortement et l'éducation, a considérablement diminué. Les américains, que les extrémistes de droite envisagent comme gagnés aux idéaux sionnistes, ont préservé la mentalité puritaine des premiers colons et orientent leurs actions conformément aux valeurs traditionnelles de la religion. Comme disait un professeur américain, l'Amérique porte le fardeau de l'héritage puritain, ainsi que l'Australie celui des forçats et on ne sait pas lequel est le plus lourd. Les européens se rebiffent aux références explicites à Dieu dans les déclarations politiques américaines. La métaphore de la „croisade” contre le Mal, lancée par le président Bush au lendemain de 11 Septembre, quoique tout de suite rétractée, a causé de la rumeur, autant que la diatribe de Berlusconi contre les valeurs de l'Islam. John le Carré va jusqu'à affirmer que „le fondamentalisme chrétien pousse l'Amérique dans une folie de l'histoire”. Chris Patten, dans un débat à Bruxelles avec Richard Perle, reprochent aux américains d'invoquer le fondamentalisme islamique: „Qu'allez-vous dire alors des sites Internet des chrétiens évangélistes?”. Et Richard Perle, de lui répondre que, en dépit de tous leurs défauts, les chrétiens évangélistes ne se promènent pas, des bombes cachées



sous leurs chemises. Plus que les américains, les européens veulent gommer toute connotation de confrontation religieuse du conflit avec les arabes, mais les taches cachées dessous le tapis ne cessent de surfacer.

Le discours de Bush-fils, prônant les valeurs traditionnelles, a blessé les oreilles européennes. Du temps de Clinton, l'intervention dans les Balkans n'a pas été contestée de la même manière. L'image ridicule d'un Bush stupide et borné n'est pas fabriquée en Europe. Bien avant que le Canal Plus ne le représente comme un moron méchant, un péril pour son peuple et pour le monde, les médias américains l'ont comblé d'ironies, lui ont compté les gaffes, les „bushismes” quotidiens. Guy Delfranc, publiciste participant aux démonstrations pacifistes de Paris, prétend que « le gouvernement américain, extrêmement arrogant, est désapprouvé par la plupart des intellectuels américains, ce que l'on sait moins, parce que leurs audience est plus restreinte que celle dont jouissent leurs homologues européens, surtout français ».

Les médias britanniques répondent d'une manière nuancée à l'exubérance critique de celles d'Europe. Au-delà des évocations émotionnelles des sacrifices faites par les américains pendant la Seconde Guerre au profit des européens, le ton en est pondéré et analytique. Daniel Mahoney, dans *The Australian*, soutient que la politique étrangère de la France est guidée par les intérêts nationaux et ne saurait être réduite à aucune forme d'antiaméricanisme « viscéral ». « La manœuvre de Chirac, lors de sa rencontre avec Schröder a été une erreur », dit-il, « car il a identifié la politique de la France au pacifisme mou de la position officielle allemande ». Considérer *de plano* qu'il n'y a rien de pire que la guerre rappelle d'une manière déplaisante, la politique d'apaisement d'entre les deux guerres, culminée par les accords de Munich. Les circonstances ne sont pas les mêmes, car l'histoire ne se répète jamais de manière identique, on peut, néanmoins, en tirer des leçons. Par ailleurs, Chirac a cru bon de déclarer ouvertement que la France n'était pas nécessairement une nation pacifiste. L'antiaméricanisme ne peut pas expliquer à lui seul, selon Mahoney, la politique étrangère de la France. Les collaborateurs de Chirac, tel le ministre des affaires étrangères Dominique de Villepin, sont des gens lucides, immunes aux influences idéologiques venues de droite ou bien de gauche. Ils sont dûment inquiets par la conflagration plus élargie et par les actions terroristes que l'intervention en Irak pourrait déclencher. La prudence est raisonnable, vu la

concentration de la population arabe et islamiste en France. En dehors du demi-monde intellectuel, il y a des personnes responsables, telles que Jean-Claude Casanova ou Alain Besançon, adversaires déclarés du régime de Baghdad, qui pèsent attentivement les alternatives, donc valent bien la peine de les écouter. Ils voient clairement que la force est plus efficace que la persuasion. Depuis douze ans, la communauté internationale est défiée par l'Irak. Une fois les forces armées aux frontières, le régime de Hussein fut prêt à des concessions concernant les inspections ONU. Le président Chirac a reconnu dans un interview accordé au *Time* que ce ne furent pas les efforts diplomatiques franco-allemands, mais les forces armées qui ont brisé l'effronterie de Saddam. La poursuite indéfinie des inspections et les pressions diplomatique sont de pauvres moyens pour en assurer la coopération. Après 11 Septembre, la politique américaine ne peut plus se contenter de l'endiguement (*containment*), elle doit à son peuple frappé et humilié d'envisager une politique active des frappes préventives.

Le mouvement populaire contre la guerres est actif aussi dans les pays dont la politique est pro-américaine. Dans les rues des villes, mais aussi sur les autoroutes de l'information, on crie pas mal d'absurdités. Les américains ferait la guerre pour le pétrol, comme si'il était plus facile de l'extraire eux-mêmes, au lieu de l'acheter, comme auparavant, à leur prix. Ils cragneraient l'euro, donc les pays qui rangent leurs monnaies à celui-ci seraient prochainement visés. Il y a aussi des ignorants, dit Mahoney, qui prétendent que la démarche franco-allemande aurait pour but de protéger l'intérêt des compagnies qui, dans le passé, ont fait du commerce avec l'Irak. La vulgate marxiste continue à développer des discours dont la logique boiteuse et l'improbabilité flagrante ne les rend que plus séduisants.

Il est remarquable, et non pas déplorable, que l'opinion publique des anciens pays communistes a gardé sa mesure et sa lucidité. « Hostils à l'Amérique ont été Staline et l'Union Soviétique » rappelle l'ancien ministre des affaires étrangères polonais Wladislaw Bartoszewski ; « maintenant, chez nous, seuls les idiots le sont ». Devant l'ambassade des Etats-Unis à Varsovie, les jeunes polonais on soutenu l'intervention sous le slogan « le monde serait meilleur sans Saddam ». Jaroslaw Kaczynski, membre de l'opposition, affirme péremptoirement que « cette guerre est aussi la nôtre », prouvant ainsi que la solidarité avec les Etats-Unis est un facteur d'unification de la vie politique polonaise.

Les choses se passent autrement dans la République Tchèque, où deux tiers de la population s'oppose à la guerre d'Irak. Néanmoins, le gouvernement a fourni un contingent d'experts en matière d'armement chimique. Le premier ministre Hongrois, Peter Medgyessy, a rejeté la demande des américains de mettre à leur disposition l'aéroport civil Ferihegy pour des opérations logistiques en Irak, mais a offert la base militaire Tazsar pour l'entraînement des irakiens en exil. De plus, le socialiste Medgyessi a signé un appel de solidarité aux Etats-Unis, sans demander, en préalable, l'accord du Parlement, acte que l'opposition FIDESZ a qualifié de bassesse.

L'opinion publique roumaine ne sait que trop ce qui se cache en dessous de la proclamation de la sacro-sainte souveraineté nationale. Elle comprend comment on peut invoquer le droit international et l'autorité des organisations mondiales, telles que l'ONU, pour empêcher toute solution globale à la crise du Moyen Orient. Il ne s'agit pas, bien-sûr, de l'armement dangereux de l'Irak, mais de mettre en place un régime qui pourrait apporter de la stabilité dans la zone, y compris le solutionnement du conflit israélo-palestinien. La Roumanie ne sait que trop que l'avantage économique de sa participation serait mineur, elle se rallie quand-même à un projet politique qui fera nécessairement changer le monde. En tant que membre de la « nouvelle Europe », mais fortement enraciné dans la « vieille », elle rêve de jouer le rôle de médiateur dans le paysage politique de l'avenir, vu qu'elle a bien appris son anglais, sans, pour autant, perdre son français.